

La rencontre Pompidou-Heath par Jean Ferniot (RTL, 20 mai 1971)

Source: Pompidou-Heath, le double pari sur l'Europe inconnue / Jean Ferniot.- Paris: RTL [Prod.], 20.05.1971. RTL, Paris. - SON (00:03:47, Montage, Son original).

Algérie: les accords d'Evian / Euloge Boissonade, Jean-Pierre Farkas.- Oran et Alger: RTL [Prod.], 20 mars 1962. RTL, Paris. - (07:03, Montage, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_rencontre_pompidou_heath_par_jean_ferniot_rtl_20_mai_1971-fr-cef81599-1bd9-40c8-8bfd-242110aa6fdd.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

La rencontre Pompidou-Heath par Jean Ferniot (RTL, 20 mai 1971)

Nous ne dissimulons pas que derrière les sourires, les paroles aimables, la courtoisie chaleureuse une très grande méfiance va dominer les entretiens qu'auront aujourd'hui et demain en tête-à-tête monsieur Georges Pompidou et monsieur Edward Heath. N'allez surtout pas croire que, distillant le pessimisme, je veuille exprimer un doute sur le succès de cette rencontre qui, pour une fois, peut être qualifiée d'historique. Au contraire, je me méfie de l'euphorie des diplomates dans cette énorme affaire qu'est l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, je préfère que chacun des interlocuteurs garde l'œil ouvert. Cette méfiance, elle est le produit de l'histoire et de la géographie. À travers les siècles et jusqu'à ces toutes dernières années, les Anglais ont toujours pensé que la constante de la politique française était la domination du continent. Ils ont interprété ainsi le refus opposé par le général de Gaulle à l'entrée en Europe d'une Angleterre capable de lui disputer la prépondérance. Disons-le, pour sommaire qu'elle fût, cette opinion n'était pas sans fondement. Dans le même temps, c'est-à-dire près de huit siècles, les Français ont eu la conviction que la constante de la politique anglaise était la division du continent. Le général de Gaulle voyait dans la demande d'adhésion de l'Angleterre le moyen pour celle-ci de détruire de l'intérieur une communauté dont elle n'avait pas réussi à empêcher la création et le développement. Disons-le aussi, pour sommaire qu'elle fût, cette opinion n'était pas sans fondement. Y a-t-il aujourd'hui quelque chose de changé, ou si vous préférez : la France est-elle sincèrement décidée à accueillir la Grande-Bretagne en Europe ? La Grande-Bretagne est-elle sincèrement décidée à devenir puissance européenne ? Autrement dit : dans la conversation qui va commencer à l'Élysée, monsieur Georges Pompidou ne sera pas seul à demander des preuves de bonne volonté. Si l'accord a plus de chances de se faire qu'il n'en eût jamais, c'est moins parce que les deux hommes le souhaitent – ils le souhaitent, ou du moins ils le disent – que dans la mesure où les événements y poussent. La France a perdu l'illusion de pouvoir jamais diriger le continent. Le poids croissant de l'Allemagne l'incite même à chercher une compensation. L'Angleterre a abandonné l'espoir de redevenir cette orgueilleuse puissance mondiale qu'elle fut si longtemps. Alors, direz-vous : pourquoi cette méfiance réciproque ? Parce que je crois, monsieur Pompidou n'est pas sûr que monsieur Heath veuille la même Europe que lui et réciproquement, ou plutôt, ni monsieur Pompidou ni monsieur Heath ne savent ce que sera l'Europe de demain. Le Marché commun, bien qu'il réunisse depuis plus de treize ans six pays qui se connaissent et qui travaillent ensemble, n'a pourtant pas réussi à aller très loin dans la voie de l'unité. La moindre bourrasque monétaire met en péril – on vient de le voir – cette fragile construction. Imagine-t-on les bouleversements économiques, financiers, politiques et, plus encore, le trouble que jettera dans les habitudes et dans les sentiments l'arrivée de la nation britannique entraînant à sa suite l'Irlande, le Danemark et la Norvège. Et je ne parle même pas du lien qui unit si longtemps – qui unit toujours – l'Angleterre aux États-Unis. Je comprends donc que les deux interlocuteurs s'interrogent aujourd'hui et demain sur cette Europe qui n'existe pas encore et qui naîtrait soudain d'un accord franco-britannique. Je comprends également que les questions de monsieur Pompidou soient plus pressantes, plus inquiètes que celles de son interlocuteur. C'est l'invité qui, par son arrivée, imposerait les changements, c'est l'invitant qui les subirait. Et si sincères que soient les engagements, qui peut en prendre sur l'inconnu ? Dans « Le tour du monde en quatre-vingts jours », Jules Verne faisait dire à Phileas Fogg : « Un Anglais ne plaisante jamais quand il s'agit d'une chose aussi importante qu'un pari. » Or, le pari sur l'Europe nouvelle, l'Anglais n'est pas seul à le faire.